



**Protection et Cohésion Sociales sous le prisme du Financement  
de l'Agriculture Féminine à l'Ouest-Cameroun  
KOUOSSEU, J.<sup>1</sup> et MAFOTSING, F.P.<sup>2</sup>**

1. Enseignant-chercheur, Université De Dschang, Cameroun, [Jules.kouosseu@univ-dschang.org](mailto:Jules.kouosseu@univ-dschang.org)

2. Doctorante, Université De Dschang, Cameroun, [paulemafotsingfokwa@gmail.com](mailto:paulemafotsingfokwa@gmail.com)

**Date de soumission : 05/05/2021**

**Date d'acceptation : 26/07/2021**

**Résumé :**

L'accès au financement des petits exploitants ou des organisations constitue de plus en plus des mesures de protection sociale tout en améliorant la cohésion sociale des populations (Hendriks, 2019). Cette idée n'est pas dissociable de l'environnement camerounais dont l'Etat a souscrit pour les Objectifs de Développement Durable.

Dans ce cadre, on peut se demander : quelle est l'influence de la protection sociale, notamment dans sa dimension inclusive en du financement de l'agriculture sur la cohésion sociale à l'Ouest-Cameroun ?

À partir des échantillons appariés sur plusieurs activités agricoles, une analyse discriminante a été effectuée, ainsi que le test non paramétrique de Wilcoxon. Il en ressort que l'accompagnement financier des femmes les rend plus performantes que les hommes ; en présence du microcrédit, les disparités de production entre femmes et hommes diminuent significativement ; l'augmentation de la production des femmes due à leur accompagnement par le microcrédit est favorable à leur cohésion sociale par l'entremise de leur contribution financière commune aux projets communs non agricoles. Il est de ce fait important de renforcer les capacités des femmes par réduction de leur exclusion et de leur marginalisation afin d'accroître leur autonomie, leur production et la cohésion dans la société.

**Mots clés** : Protection sociale, cohésion sociale, inclusion financière, disparités de production.

# Social Protection and Cohesion through the Financing of Women's Agriculture in West Cameroon

## **Abstract:**

Access to financing by smallholders or organizations is increasingly a social protection measure while improving social cohesion (Hendriks, 2019). This idea is not dissociable from the Cameroonian environment which the State has subscribed to the Sustainable Development Goals.

In this context, we may ask: what is the influence of social protection, particularly in its inclusive dimension in the financing of agriculture on social cohesion in West Cameroon?

From matched samples on several agricultural activities, a discriminant analysis was performed, as well as the non-parametric wilcoxon test. It emerges that the financial support of women makes them more efficient than men; in the presence of microcredit, the disparities of production between women and men decrease significantly; the increase in women's production due to their support through microcredit is favourable to their social cohesion through their common financial contribution to joint non-agricultural projects. It is therefore important to strengthen the capacities of women by reducing their exclusion and marginalization in order to increase their autonomy, their production and the cohesion of society.

**Key Words:** Social protection, social cohesion, financial inclusion, production disparities.

## **Introduction :**

L'une des doléances des femmes est l'égalité des chances en termes de considération de leurs efforts et de leur accès à toutes sortes de ressources vitales ou productives. Les femmes africaines, en particulier les agricultrices camerounaises n'en sont pas épargnées. L'agriculture féminine est un ensemble d'activités développées par la femme, dans un milieu biologique et socio-économique donné, pour obtenir les produits végétaux et animaux qui lui sont utiles, en particulier ceux destinés à son alimentation (Dictionnaire universel, 2010). La femme agricultrice a ainsi besoin de financement pour faire accroître son activité. C'est pour cette raison qu'elle s'intéresse de plus en plus aux établissements financiers à vocation inclusive qui pour la plupart sont des entreprises qui, même sans être des banques, accomplissent des opérations financières. Depuis les années 1970, des théories se multiplient, des études, des projets sont divers en rapport avec l'intégration des femmes au développement. Les femmes sont ainsi au cœur de ces discours et de ces pratiques (st. Hilaire, 1996).

Des observations, des interrogations, sur leurs comportements dirigent vers elles de multiples interventions ayant pour nom le développement (Assoumou et Guetsop, 2016). Ce développement recherché passe par la réalisation des Objectifs de Développement Durables (ODD, 2015), notamment le huitième objectif qui porte sur l'accès à des emplois décents, lesquels emplois devront tenir compte du cinquième ODD (l'égalité entre les sexes) en rendant les femmes et les filles plus autonomes.

La participation des femmes au développement ne peut être que limitée si elles ont un accès marginal aux ressources. Selon le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO, 2011), dans la plupart des régions du monde y compris l'Afrique Subsaharienne, le rendement des agriculteurs était de 20 à 30 pour cent plus élevé que celui des agricultrices, et d'autre part que ces différences de rendement étaient imputables au niveau d'intrants employés.

Ce rapport conclut que le secteur agricole de nombreux pays en développement n'est pas suffisamment performant, notamment parce que les femmes ont un accès plus restreint que les hommes aux ressources et aux débouchés qui leur permettraient d'être plus productives. Plusieurs décennies après la diffusion des plans quinquennaux par l'État Camerounais, le financement de l'agriculture féminine est resté une faiblesse.

C'est à partir des années 1990, avec la libéralisation financière que les programmes de microfinancement dans la plupart des pays en développement y compris le Cameroun ont contribué de façon très efficace à surmonter les barrières auxquelles sont confrontées les femmes qui souhaitent profiter des services offerts sur le marché officiel du crédit. Au Cameroun spécifiquement, c'est donc à partir des années 1990 que de nombreuses innovations et diversifications dans le secteur de la microfinance sont mises sur pieds. L'exemple spécifique pour le financement dédié aux femmes est celui de la Mutuelle Financière des Femmes Africaine (MUFFA). Il devient alors important de se poser une question, celle de savoir, quelle est l'influence de la protection sociale, notamment dans sa dimension inclusive en termes de financement de l'agriculture sur la cohésion sociale ?

Le droit au développement étant indispensable, toute personne humaine et tous les peuples peuvent participer et contribuer à l'émergence économique, socio-culturelle et politique (Tjouen, 2012). Selon l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE, 2012), la protection sociale est la lutte contre l'exclusion (nonaccès à toutes sortes de ressources ou privilèges) et la marginalisation, elle crée un sentiment d'appartenance, promeut la confiance et offre à ses membres la possibilité d'une mobilité sociale ascendante. Ainsi, pour l'OCDE, la protection sociale peut être favorable à la cohésion sociale qui est associée à trois aspects à savoir l'inclusion sociale, le capital social et la mobilité sociale. Le concept de cohésion sociale a été utilisé pour décrire les relations sociales, y compris la coopération et la solidarité entre les groupes et les individus dans une société et l'interrelation avec des résultats économiques, sociaux et politiques plus larges (Babajanian, 2012). En raison des nombreuses définitions produites, qui varient selon les disciplines, le contexte ou les enjeux, la cohésion sociale a été décrite comme un quasi-concept (Green, et al., 2009). Les définitions répondent souvent aux besoins stratégiques et à l'orientation particulière des organismes et des institutions. Par exemple, le Conseil de l'Europe (2004), parmi les promoteurs les plus actifs du concept, y compris la mesure de la cohésion sociale, a largement qualifié la cohésion sociale de «capacité d'une société d'assurer le bien-être de tous ses membres, en minimisant les disparités».

Toutefois, la plupart des études réalisées sur la question mettent en avant le rôle du financement comme moyen d'inclusion donc de protection sociale sur la production et les revenus (Levine et Warusawitharana, 2014 ; Chauvet et Jacolin, 2015 ; Bokpin et al., 2017). Mais ces dernières années, un intérêt considérable est de plus en plus accordé à la relation entre les dimensions de

la protection sociale et celle de la cohésion sociale (Pavanello et al., 2016 ; Leites et al., 2017 ; Valli et al., 2019). L'étude d'une telle relation serait très intéressante dans un pays en développement comme le Cameroun étant donné que la plupart des pays en développement présentent un capital social très approximatif (FAO, 2011). Ainsi, le renforcement du capital social détenu par les femmes peut constituer une démarche efficace pour améliorer les échanges d'informations et la répartition des ressources, affronter les risques ensemble et faire en sorte que la voix des femmes soit entendue à tous les niveaux de prise de décisions. Les organisations communautaires, y compris les associations féminines, peuvent être un catalyseur utile pour la création de capital social. La position des femmes sera alors renforcée dans leur ménage comme au sein de leur communauté (Naved, 2000).

Le présent article propose une relecture de la relation entre la protection sociale et la cohésion sociale prise dans l'une de ses dimensions spécifiquement le capital social en testant la possibilité d'un recouplage entre l'inclusion financière vue sous l'angle de l'accès au microcrédit et la production agricole des femmes ainsi que les parts de revenus agricoles consacrées aux projets communs non agricoles.

À la suite de la présente introduction, nous énonçons les enseignements de la littérature sur la question étudiée. Puis, nous déclinons la démarche méthodologique et discutons les résultats. Enfin, nous concluons l'article et exposons quelques implications de politiques économiques.

## **1. Revue de la littérature**

Dans le cadre des activités de production, les mesures de protection sociale (non-exclusion, non-marginalisation), par le biais d'une amélioration de la production, sont susceptibles de booster la cohésion sociale. Le débat théorique porte premièrement sur la relation entre la protection sociale vue dans sa dimension inclusive et sous l'angle du financement (microcrédit) et la production des femmes. Deuxièmement, au-delà de l'apport productif du financement, les effets non directement attendus à l'instar de la cohésion sociale peuvent apparaître entre les communautés ou les groupes de travail.

### **1.1. Protection sociale et production : une analyse sous le prisme de l'inclusion financière**

Le rôle prioritairement recherché des services financiers s'est précisé depuis les années 1900 par Schumpeter (1911) qui permet de comprendre que la théorie financière tente de montrer que les intermédiaires financiers, grâce à leurs services, stimulent l'accumulation du capital et l'accroissement de la production des facteurs et donc la croissance.

La théorie économique contemporaine sur l'exclusion financière/inclusion financière en relation avec la production fait recourt à la fois à la théorie économique néoclassique et la nouvelle théorie de la croissance. Ainsi pour Arrow (1962), le premier rôle des agents économiques est leur production et leur bien-être, les inventions découlant de ce premier rôle. Les principaux agents économiques sont des entreprises et les consommateurs caractérisés par un comportement rationnel intéressé, informé et compétitif. Si l'on se focalise sur cette théorie d'Arrow, pour lui la protection sociale est le résultat du choix du consommateur et/ou d'une politique gouvernementale erronée. En effet, concernant le choix des consommateurs, il est possible, lorsqu'ils opèrent leurs choix d'utiliser des services financiers informels plutôt que des marchés traditionnels, relativement aux coûts économiques conduisant à une limitation d'accès. Il est aussi possible que la politique gouvernementale crée des distorsions sur les marchés du crédit, ce qui conduit à l'exclusion de groupes défavorisés.

La nouvelle théorie de la croissance quant à elle met en avant les avantages (dont le principal est la réduction des coûts de transactions) du progrès technique et des innovations. À partir de la théorie des coûts de transactions, Williamson (1975,1985) explique l'existence des multiples arrangements institutionnels adoptés par les agents économiques. Cependant, pour Gordon (2014), la production est exogène dans le modèle néoclassique alors qu'elle est intégrée dans le modèle de croissance de la nouvelle économie. C'est la théorie néoclassique qui cadre avec nos analyses dans la mesure où notre évaluation est tournée vers les groupes de production.

L'un des premiers travaux ayant évalué la relation entre crédit et production est celui de Gatti et Love (2008) dont les résultats ont révélé un effet positif de l'accès aux crédits sur la production. Levine et Warusawitharana (2014), ont de leur côté trouvé que la dette financière est fortement reliée à la production totale des facteurs dans quatre pays Européens à savoir l'Espagne, la France, l'Italie et le Royaume Uni. De façon similaire, Robb et Robinson (2014) ont trouvé que l'amélioration de l'accès aux services de financement bancaire joue un rôle véritablement critique sur la production, spécifiquement pour les petites et les firmes naissantes, qui ont besoin des crédits pour fonctionner. Leur étude met en évidence le fait que la plupart des « startups » sont

solidement attachées au financement du système bancaire. Chauvet et Jacolin (2015) ont identifié les transferts de migrants comme élément influençant significativement et positivement le niveau de production des firmes ou des organisations.

Bokpin et al. (2017) à partir d'une approche semi paramétrique ont trouvé que l'accès aux crédits ou prêts efficaces a un effet positif sur la production dans les firmes manufacturières en Afrique Subsaharienne. Ils font remarquer qu'il est plus bénéfique pour les firmes et les organisations de production de financer leurs projets les plus productifs afin de limiter les contraintes de crédits en Afrique.

Par ailleurs selon Holloway et al. (2017), l'inclusion financière renforce les capacités productives et la réduction de la pauvreté chez les femmes. Au Kenya, une évaluation de l'inclusion financière dans sa dimension du mobile money fait ressortir le déplacement des ménages du seuil de pauvreté des femmes vers un niveau de vie plus acceptable par la production induite par accès aux outils financiers (Suri et Jack, 2016). Hendriks (2019) a mis en lumière les effets des programmes de la Fondation Bill et Melinda Gates basés sur l'inclusion financière des femmes dans le but d'accroître le renforcement de leurs capacités. Elle conclut que l'inclusion financière a amélioré la vie et la survie de millions de femmes dans le monde. Les études permettant de comprendre comment l'inclusion financière influence la croissance sont nombreuses, portant celle qui permettent de vérifier comment l'inclusion financière affecte la production sont moins nombreuses, surtout lorsqu'on évalue l'inclusion financière sous le prisme de la protection sociale, qui plus est en faveur des femmes.

## **1.2. Protection sociale et cohésion sociale : de la production à la formation du capital social**

Babajanian (2012) définit la cohésion sociale à partir d'un schisme binaire. Il distingue les dimensions distributionnelle et relationnelle de la cohésion sociale, la première se référant aux « modèles et à l'étendue de la distribution des ressources et des opportunités dans une société » et la seconde à « la nature et la qualité des relations interpersonnelles et sociales ». C'est cette dimension distributionnelle qui est mise en exergue dans le cadre de ce travail.

Le ciblage est un élément clé des programmes de protection sociale ayant des implications pour la cohésion sociale. Les préoccupations les plus fréquemment observées et signalées concernant les effets négatifs entre les tensions de groupe et les sensations de ressentiment découlant de l'exclusion des groupes vulnérables de la programmation, ce qui réduit la production et le capital

social (Babajanian, 2012 ; Pavanello et al., 2016 ; Leites et al., 2017). C'est particulièrement le cas des femmes qui sont des personnes vulnérables généralement marginalisées.

La réception de ressources et de services financiers ou matériels peut favoriser la cohésion sociale en renforçant la confiance en soi, l'agence et l'autonomisation. La plus grande disponibilité des ressources qui permettent aux bénéficiaires de participer à des activités cérémoniales, culturelles et sociales peut aider à renforcer le capital social et à briser l'isolement (Pavanello et al., 2016). Une meilleure situation économique et financière peut également réduire les sentiments de honte et de stigmatisation liés à la pauvreté et réduire la marginalisation sociale (Roelen, 2017). Toutefois, Bauer et al. (2016) font l'hypothèse que le manque de cohésion sociale au sein du groupe est associé à un manque de protection sociale entre les groupes comme conséquence directe des attitudes paroissiales. Cela pourrait favoriser les cycles de conflits et le retour à la violence pour des groupes ayant un certain niveau de capital social.

Plusieurs travaux se sont intéressés à l'apport de la protection sociale sur l'efficacité et la cohésion sociales des personnes vulnérables. Mais la plupart de ces travaux se sont appuyés sur la marginalisation et non sur l'exclusion ; en plus ces travaux n'ont pas été élaborés dans le cadre du financement agricole, spécifiquement l'agriculture féminine. Ainsi, il est possible de classer ces travaux en deux groupes, les uns portant sur les groupes vulnérables mixtes (bien que ces études ne mettent pas assez en exergue la dimension sociale féminine qui ciblée séparément apporterait plus d'efficacité à la cohésion sociale) et les autres sur les groupes vulnérables de femmes.



**Tableau 1 : Récapitulatif des effets des mesures de protection sociale sur la cohésion sociale**

Auteur(s) et année	Objectif	Résultats ou conclusion
<b>Travaux portant sur les groupes vulnérables mixtes</b>		
Ambrey et Fleming (2016)	Explorer l'interaction entre les pressions temporelles à la maison et au travail, la connectivité sociale et le bien être chez les femmes australiennes.	Ils constatent une baisse marginale de la satisfaction de vie des femmes australiennes.
Gearhart et Joseph (2018)	Affirmer que la conceptualisation de l'efficacité collective limite sa capacité à guider et à évaluer la pratique communautaire.	Accroître l'efficacité collective pour éclairer la pratique communautaire.
Valli et al. (2019)	Montrer qu'un programme de transfert ciblant les réfugiés colombiens et équatoriens pauvres a contribué à l'amélioration de la cohésion sociale.	Ces auteurs ne trouvent aucun impact sur la cohésion sociale des équatoriens.
Uchenna et al. (2020)	Apporter une contribution empirique relativement peu existante sur les études traitant des impacts de Boko Haram sur la sécurité humanitaire au Nigéria.	Le terrorisme est une sérieuse menace pour la sécurité humanitaire dans plusieurs pays.
<b>Travaux portant sur les groupes vulnérables de femmes</b>		
Addis et Joxhe (2016)	Montrer qu'en Italie, l'accumulation de capital social le long du cycle de vie est différente pour les hommes et les femmes.	Sur dix ans, l'écart de capital social par sexe s'est rétréci.
Raghavendra et al. (2017)	Faire valoir que la perte macroéconomique due à la violence faite aux femmes aggrave la fuite invisible vers la circulaire.	Déstabilisation des gains positifs des dépenses gouvernementales en matière d'aide sociale.
Puga et Soto (2018)	Relever que seuls certains types de capital social sont pertinents pour la participation à la population active à savoir les réseaux ayant des liens plus faibles mais plus étroits, ainsi que les individus ayant un statut plus élevé.	Il n'y a ni raisons empiriques ni théoriques de croire que les femmes ont un meilleur accès à ces réseaux que les hommes.
Feng et al. (2018)	Fournir des preuves empiriques de l'écart entre les sexes dans les trajectoires d'épargne-retraite.	L'écart entre les sexes est dû aux conditions d'emploi et aux choix individuels.
Croucher et Økland (2019)	Analyser les difficultés rencontrées dans l'adaptation des conditions de travail et de la culture aux femmes sur le marché du travail norvégien.	Les conditions de travail ont entraîné des maladies professionnelles considérables chez les femmes.

Source : Auteurs

Bien que ces études concernent les pays développés et en développement, de pareilles évaluations sont moins présentes en Afrique Subsaharienne, en particulier au Cameroun.

## 2. Méthodologie de la recherche

### 2.1. Présentation des variables

Dans le souci de travailler avec des groupes facilement repérables, l'échantillon a été circonscrit aux groupes agricoles affiliés au réseau de microfinance Mutuel Communautaire de Croissance /Mutuelle Financière des Femmes Africaines (MC2/MUFFA)<sup>1</sup> depuis leur apparition en 1992 à l'Ouest Cameroun où ce type de financement agricole par les microfinances est plus effectif, dû notamment à la mutation du phénomène de tontines des groupes qui travaillaient déjà étant organisés en coopératives. Ces informations sont complétées à partir des archives sur les organisations paysannes en provenance du Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER). En effet, n'ont été retenus que des informations sur les groupes d'organisations qui n'ont pas reçu de subventions de l'État ou des programmes sous la tutelle de l'État. Ceci afin de séparer les effets de l'accompagnement financier non remboursable sur celui remboursable spécifiquement le microcrédit dans cette étude. Les données sont de source secondaire, provenant des statistiques du réseau sus-cité. Les échantillons étant appariés<sup>2</sup>, l'équilibre et la nécessité de présence des informations, nous avons retenu les principales productions financées qui sont les suivantes : poulets, porcs, manioc, maïs, banane-plantain, café et maraichers.

A l'instar de Ambrey et Fleming (2016) ; Gearhart et Joseph (2018), les variables indépendantes utilisées portent sur des informations financières et quantitatives à savoir les crédits agricoles en pourcentage des femmes et des hommes, le remboursement des crédits agricoles en pourcentage des femmes et des hommes, la production agricole des femmes et celle des hommes, les revenus moyens agricoles des femmes, les écarts de production homme/femme, la part des revenus moyens agricoles des femmes affectée aux projets communautaires. Ces variables indépendantes relatent toutes les performances des populations agricoles. Une variable Score est utilisée comme variable dépendante pour permettre de discriminer les performances de femmes de celles des

---

<sup>1</sup> Ce réseau a été retenu d'une part parce qu'il comporte les microfinances de première catégorie dont les bénéficiaires de crédits sont les membres, donc facilement repérables. D'autre part, dans la diversité de son portefeuille de produits et services, ce réseau accompagne significativement les activités agricoles.

<sup>2</sup> Il s'agit de deux séries de mesures pour lesquelles il y a une correspondance stricte, terme à terme, entre les éléments de l'une et les éléments de l'autre.

hommes. Cette variable est l'appartenance sexuelle des groupes (femme ou hommes). Cette variable prend la valeur 1 pour le groupe de femmes et 0 pour celui des hommes. La littérature fait état des effets mitigés de la protection sociale sur la production (Bokpin et al., 2017 ; Holloway et al., 2017), de même de la protection sociale sur la cohésion sociale (Ambrey et Fleming, 2016 ; Gearhart et Joseph, 2018).

## 2.2. Approche d'estimation

Il est dans un premier temps question de distinguer les performances financières et de production des femmes et des hommes à partir de l'analyse discriminante de Fischer à l'instar de Boubacar (2006).

Le modèle de Boubacar (2006) est donné à partir des fonctions de classement dont la forme générale est la suivante :

$$Z_{\text{hommes}} = a + b_i R_i \quad (1)$$

$$Z_{\text{femmes}} = c + d_j R_j \quad (2)$$

Où a et c sont des constantes, b<sub>i</sub> et d<sub>j</sub> sont respectivement les coefficients des variables de performance exprimées respectivement chez les hommes et des femmes.

En effet, cette méthode a l'avantage d'être en même temps descriptive et explicative. Deuxièmement, à partir du test non paramétrique de Wilcoxon, on vérifie l'amélioration de la production due à l'inclusion financière chez les femmes, puis la contribution de la production des femmes à la cohésion sociale par la participation aux projets communautaires. De façon pratique, le test de Wilcoxon consiste à comparer le minimum entre la somme des valeurs absolues des rangs de différences positives T<sup>+</sup> et ceux de différences négatives T<sup>-</sup> avec la statistique lue sur la table de Wilcoxon à n-d<sub>0</sub> degrés de liberté. n représente la taille de l'échantillon et d<sub>0</sub> le nombre des différences nulles. Il y a une différence significative de l'effet ou encore l'hypothèse H<sub>1</sub> est validé lorsque min (T<sup>-</sup>, T<sup>+</sup>) est supérieur à T théorique lu sur la table de Wilcoxon. Par ailleurs, sous l'hypothèse nulle H<sub>0</sub> : absence des rendements anormaux moyens et n supérieur à 8, la statistique de Wilcoxon suit une loi normale centrée réduite. Ainsi la statistique calculée est :

$$Z_{\text{rang}} = \frac{T^{+/-} - \frac{n(n+1)}{4}}{\sqrt{\frac{n(n+1)(2n+1)}{24}}}$$

## 3. Résultats

### 3.1. Discrimination des performances des femmes et des hommes à partir du critère financement/production agricole

Faisons dans notre cas la séparation entre les performances des femmes et celles des hommes par le biais d'un ensemble de variables à savoir le pourcentage des crédits accordés, le pourcentage des crédits remboursés et la production relative aux crédits empruntés. Le tableau ci-dessous nous donne les coefficients des fonctions de classement.

**Tableau 2 : Coefficients des fonctions de classement**

Performances	Appartenance	
	0(groupe des hommes)	1(groupe des femmes)
Crédits agricoles en pourcentage (R1)	54,174	42,475
Pourcentage de Crédits agricoles remboursés (R2)	42,609	61,263
Production agricole (R 3)	4,191	4,381
Constant	-30,641	-43,557
Valeur propre		2,459
% Variance cumulée		100,0
Corrélation canonique		0,8431

Source : Auteurs

Les fonctions de classement peuvent donc s'écrire comme suit :

$$Z_{\text{hommes}} = 54,174 R1 + 42,609 R2 + 4,191 R3 - 30,641.$$

$$Z_{\text{femmes}} = 42,475 R1 + 61,263 R2 + 4,381 R3 - 43,557.$$

Chaque performance est classée selon le score obtenu ; elle est affectée au groupe dans lequel elle obtient ce score. Plus la corrélation canonique est proche de 1, meilleur est le modèle. Dans notre cas, la corrélation canonique est égale à 84,31%. Ce résultat est très encourageant parce que cette valeur confirme un pouvoir discriminant assez important de la fonction discriminante extraite des performances des femmes et hommes.

Ce tableau 2 montre que les hommes sont les plus concernés par les prêts de crédit agricole contrairement aux femmes. Leur score s'élève à 54,174 tandis que celui des femmes à 42,475. Pour ce qui est des statistiques de remboursements, les hommes viennent en deuxième position avec 42,609 tandis que les femmes remboursent mieux avec un score de 61,263. Lorsqu'il s'agit aussi de la production, les femmes sont les plus en vue avec un score de 4,381 plus grand que celui des hommes 4,191. Ces données voudraient tout simplement dire que, comparativement aux femmes, les hommes ont emprunté majoritairement du crédit agricole. Les femmes

obtiennent en général des prêts d'un montant inférieur à ceux consentis aux hommes, et elles risquent de ne pas pouvoir conserver la maîtrise de l'utilisation des fonds accordés ou des revenus qu'ils génèrent, pourtant le renforcement des capacités des femmes les rend plus productives (Quisumbing et Pandolfelli, 2010 ; Duflo, 2012).

### 3.2. Pertinence de la production des femmes avec prise en compte du financement agricole

Nous avons rappelé dans la littérature que le financement par la microfinance est un type de financement inclusif donc une dimension de la protection sociale. La présence de ce financement a-t-elle amélioré la production agricole des femmes ? L'analyse du tableau 3 ci-dessous permet de répondre à cette question.

**Tableau 3** : Performance productive des femmes due au financement agricole

Activité de production	Disparité de rendement moyen homme/femme avant le financement	Disparité de rendement moyen homme/femme Pendant le financement	di	/di/	Classement	T <sup>+</sup>
Poulets	31	25	6	6	3	<b>3</b>
Porcs	30	26	4	4	1	<b>1</b>
Manioc	29	24	5	5	2	<b>2</b>
Maïs	33	25	8	8	5	<b>5</b>
Banane-plantain	33	20	13	13	6	<b>6</b>
Café	33	26	7	7	4	<b>4</b>
Maraicher	34	34	0			<b>/</b>
Statistique de Wilcoxon						<b>T =21</b>

**Source** : Auteurs

Ici on regarde un test bilatéral et on veut savoir s'il y a une différence à  $\alpha=0.05$  et  $n=7$  et le nombre est  $T_{0,05} = 2$ . Comme la valeur minimale calculée est de 21, supérieur à 2 qui est la valeur lue sur la borne inférieure de la table de Wilcoxon, il y'a un effet significatif de la présence du financement agricole des femmes sur la production des femmes. Ce résultat est conforme à ceux de (Bokpin et al., 2017 ; Holloway et al., 2017).

Pourtant, selon le rapport du FAO (2011), il existe une forte disparité entre la production agricole des hommes et celle des femmes. Nombre d'études ont tenté de déterminer si les exploitants agricoles étaient aussi productives que leurs collègues masculins (Allendorf, 2007 ; Thapa, 2008 ; Rahman, 2010), mais à cause des difficultés d'accès aux intrants agricoles par les femmes, le rendement des agriculteurs était de 20 à 30 pour cent plus élevé que celui des agricultrices, et

d'autre part que ces différences de rendement ont été observées dans toutes les régions du monde.

Donc le financement de l'agriculture féminine leur permettrait d'accroître leur production par un accès aux intrants agricoles. Cet accès aux ressources agricoles par les femmes est due à leur familiarisation au domaine financier, l'élaboration des produits répondant aux besoins des femmes, l'équité entre homme et femme dans les services financiers, les innovations technologiques telles que les cartes prépayées et les formules de téléphonie mobile, qui leur permettent d'effectuer les remboursements périodiques de prêts ainsi que des transferts de fonds, peuvent aider les femmes à surmonter les obstacles sociaux qui restreignent leur mobilité ou les interactions qui leur sont nécessaires.

### 3.3. De la protection sociale à la cohésion sociale

L'évolution des revenus des femmes liée à la production agricole a-t-elle permis de consacrer une part significative à la construction des projets communautaire, donc à l'accroissement des liens sociaux ? Le tableau 4 ci-dessous permet de vérifier que les revenus agricoles ont contribué de façon significative à la cohésion sociale<sup>1</sup>.

**Tableau 4** : Parts des revenus agricoles allouées aux projets communs non agricoles

Activité de production	Parts avant le financement	Parts pendant le financement	di	/di/	Classement	T <sup>+</sup>	T <sup>-</sup>
Poulets	4,13	5,90	-1,77	1,77	7		7
Porcs	2,55	2,77	-0,22	0,22	6		6
Manioc	3,62	3,68	-0,06	0,06	2		2
Maïs	2,89	3,04	-0,15	0,15	4		4
Banane-plantain	4,01	4,12	-0,11	0,11	3		3
Café	3,91	3,92	-0,01	0,01	1		1
Maraicher	4,28	4,08	0,2	0,2	5	5	
Statistique de Wilcoxon						T= 5	

Source : Auteurs

<sup>1</sup> Selon Valli et al. (2019) définition opérationnelle de la cohésion sociale repose sur six indicateurs agrégés, à savoir (a) la confiance dans les individus et la connectivité sociale, (b) l'action personnelle, (c) les attitudes qui acceptent la diversité, (d) l'absence de discrimination, (e) la confiance dans les institutions et (f) la participation sociale.

D'après la comparaison de la statistique calculée T de Wilcoxon avec celle théorique au seuil de **0,05** et pour **n =7, T=2**, inférieur à la valeur minimale calculée, de ce fait on affirme que l'accompagnement financier des agricultrices à l'Ouest Cameroun a eu pour conséquence la construction commune des projets non agricoles communs et par conséquent le regroupement des femmes et leur cohésion sociale. Un tel résultat va dans le même sens que celui de (Michael et al., 2018 ; Valli et al., 2019). Plusieurs raisons peuvent contribuer à l'issue d'un tel résultat.

Dans un premier temps le renforcement du capital social détenu par les femmes qui constitue une démarche efficace pour améliorer les échanges d'informations et la répartition des ressources, affronter les risques ensemble et faire en sorte que la voix des femmes soit entendue à tous les niveaux de prise de décision. La mise en commun des ressources, qui permet d'opérer sur une plus grande échelle, aide les femmes à surmonter les difficultés que connaissent les exploitantes isolées.

Deuxièmement, la constitution des groupes solidaires renforce la position des femmes dans leur ménage comme au sein de leur communauté, ce qui est pour ces femmes une étape utile pour accéder aux institutions financières (Naved, 2000). On a observé qu'en renforçant les liens par des activités communes, les femmes sont souvent en mesure de mieux maîtriser la gestion des prêts obtenus, et que cette démarche augmente la rentabilité des entreprises à gestion féminine, la pérennité des activités et la cohésion sociale. Une fois structurées en coopératives de production, en associations d'épargne ou en consortiums commerciaux, ces organisations promeuvent la production et aide les femmes à garder le contrôle et de mieux orienter le revenu supplémentaire qu'elles engendrent.

Ainsi, les prises de décision et les risques communs renforcent le capital social tout en réduisant les disparités entre hommes et femmes dans d'autres domaines, grâce à la réduction des coûts de transaction et à la mise en commun des risques, mais aussi au renforcement des qualifications et de la confiance. Les groupements de femmes constituent un tremplin utile pour réduire le fossé en matière de participation à d'autres organismes de la société civile ou à des instances des pouvoirs publics.

### **Conclusion et perspectives :**

Le présent article avait pour objectif d'analyser la relation entre la protection sociale et la cohésion sociale à l'aune de l'inclusion financière vue sous l'angle de l'accès au microcrédit pour

la production agricole des femmes ainsi que les parts de revenus agricoles consacrées aux projets communs non agricoles. Trois principaux résultats émergent de la présente: i) l'accompagnement financier des femmes les rend plus performantes que les hommes; ii) en présence du microcrédit, les disparités de production entre femmes et homme ont significativement diminué; iii) l'augmentation de la production des femmes due à leur accompagnement par le microcrédit a été favorable à leur cohésion sociale par le billet de leur contribution financière commune aux projets communs non agricoles. De ces résultats, quelques implications de politique peuvent être envisagées. Donc la dimension financière de la protection sociale contribue effectivement à la cohésion sociale des populations visées.

S'agissant particulièrement de la protection sociale vue sous l'angle de l'inclusion financière : il est bon de renforcer les capacités des femmes. Ceci se fera par une accentuation de la familiarisation des femmes avec le domaine financier ; l'élaboration des produits répondant aux besoins des femmes ; la promotion d'une culture d'accueil et d'habilitation des femmes ; leur appropriation de la technologie et des canaux innovants pour la fourniture de prestations. Les innovations technologiques telles que les cartes prépayées et les formules de téléphonie mobile, qui leur permettent d'effectuer les remboursements périodiques de prêts ainsi que des transferts de fonds, peuvent aider les femmes à surmonter les obstacles sociaux qui restreignent leur mobilité ou les interactions qui leur sont nécessaires.

Enfin, il s'ensuit qu'une bonne politique agricole devra s'appuyer sur une connaissance approfondie des problèmes à résoudre du point de vue de la parité hommes-femmes. Étant donné que certains problèmes concernant l'agriculture et la parité hommes-femmes présentent également une spécificité découlant de circonstances locales, il est souhaitable que les démarches adoptées s'appuient sur des évaluations, des politiques et des programmes qui en tiennent dûment compte. La prise en compte de ces quelques recommandations permettrait alors d'améliorer la production agricole des femmes et leur cohésion sociale.



## Références bibliographiques :

- Addis E., Joxhe M. (2016). Gender Gaps in Social Capital: A Theoretical Interpretation of Evidence from Italy. *Feminist Economics*, pp. 1-26. DOI: 10.1080/13545701.2016.1227463.
- Allendorf K. (2007). Do women's land rights promote empowerment and child health in Nepal? ». *World Development*, vol 35 n°11, pp. 1975-1988.
- Ambrey C., Ulichny J. & Fleming C. (2016). The Social Connectedness and Life Satisfaction Nexus: A Panel Data Analysis of Women in Australia. *Feminist Economics*, pp. 1-32. DOI: 10.1080/13545701.2016.1222077.
- Arrow, K. (1962). *Economic Welfare and the Allocation of Resources for Invention*. Princeton University Press.
- Assoumou M. O., Guetsop S. F. A. (2016). L'entreprenariat féminin au Cameroun : enjeux et perspectives. *Revue congolaise de Gestion*, Vol 2 n°24, pp 11-42.
- Babajanian, B. (2012). *Social protection and its contribution to social cohesion and state-building*. Eschborn, Germany: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit.
- Bauer M., Blattman C., Chytilová J., Henrich J., Miguel E., Mitts, T. (2016). Can war foster cooperation? *Journal of Economic Perspectives*, vol30 n° 3, pp.249-274.
- Bokpin G. A., Ackah C., Kunawotor M. E. (2017). Financial Access and Firm Productivity in Sub-Saharan Africa, *Journal of African Business*, pp. 1-17. DOI:10.1080/15228916.2018.1392837.
- Boubacar D. (2006). Un Modèle de Crédit Scoring pour une Institution de Microfinance Africaine : cas de Nyesigoso au mali. *Laboratoire d'Economie d'Orleans*, Université Orleans (LEO), halshs, pp. 1-48.
- Chauvet L., Jacolin L. (2015). Financial inclusion and firms performance. Seminar paper of *Banque de France/Ferdi*, May, Paris, France, pp. 1-24. hal-01516871.
- Council of Europe. (2004, October). *A new strategy for social cohesion*. Strasbourg, France: European Union.
- Croucher R., Økland G. M., (2019). Women production workers' introduction into a Norwegian Shipyard 1965-1989, *Business History*, <https://doi.org/10.1080/00076791.2019.1642327>. PP. 1-19.
- Dictionnaire universel, agence intergouvernementale de la Francophonie, AUF, Hachette, 2010.
- Duflo, E. (2012). Women Empowerment and Economic Development. *Journal of Economic Literature* vol 50 n°4, pp. 1051-1079.

- Fao. (2011). World Census on Agriculture: analysis and international comparison of the results (1996-2005). *FAO Statistical Development Series* n° 13, Rome.
- Feng J., Gerrans P., Moulang C., Whiteside N., Strydom M. (2018). Why Women Have Lower Retirement Savings: The Australian Case. *Feminist Economics*, PP. 1-29. DOI: 10.1080/13545701.2018.1533250.
- Gatti, R., & Love, I. (2008). Does access to credit improve productivity? Evidence from Bulgaria. *Economics of Transition*, vol 16 n°3, pp.445-465. doi:10.1111/j.1468-0351.2008.00328.
- Gearhart, M. C., Joseph, M. L. (2018). Social cohesion, mutual efficacy, and informal social control: Enhancing the conceptualization of collective efficacy. *Community Development*, PP. 1-13, DOI: 10.1080/15575330.2018.1545793.
- Gordon R., (2014). *The Demise of U.S. Economic Growth: Restatement, Rebuttal, and Reflections*, NBER, w19895, february.
- Green A., Janmaat, G., Han C. (2009). *Regimes of social cohesion*. London: University of London, Institute of Education, Centre for Learning and Life Chances in Knowledge Economies and Societies.
- Hendriks S. (2019). The role of financial inclusion in driving women's economic empowerment, *Development in Practice*, vol 29 n°8, pp.1029-1038, DOI: 10.1080/09614524.2019.1660308. PP. 1029-1038.
- Holloway K., Niazi, Z., Rouse R. (2017). *Women's Economic Empowerment Through Financial Inclusion: A Review of Existing Evidence and Remaining Knowledge Gaps*. New Haven, CT: Innovations for Poverty Action.
- Leites M., Pereira G., Rius A., Salas G., Vigorito A. (2017). *Protocol: The effect of cash transfers on social solidarity; A systematic review*. Oslo: Campbell Collaboration.
- Levine O., Warusawitharana M. (2014). *Finance and productivity growth: Firm-level evidence* (Finance and Economics Discussion Series). Washington, DC: Division of research & Statistics and Monetary affairs Federal Reserve Board.
- Pavanello S., Watson C., Onyango-Ouma W., Bukuluki P. (2016). Effects of cash transfers on community interactions: Emerging evidence. *Journal of Development Studies*, vol52, pp.1147-1161.
- Puga I., Soto D. (2018). Social Capital and Women's Labor Force Participation in Chile, *Feminist Economics*, PP. 1-28. DOI: 10.1080/13545701.2018.1481990.

- Naved, R. T. (2000). Intra-household impact of the transfer of modern agricultural technology: a gender perspective. *Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper No. 85, Washington, IFPRI.*
- ONU. (2015), *Objectifs de Développement Durable (ODD)*, Unicef, France.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2012). *Perspectives on global development 2012: Social cohesion in a shifting world*. OECD, Paris.
- Quisumbing A. R., Pandolfelli L. (2010). Promising approaches to address the needs of poor female farmers: resources, constraints, and interventions. *World Development*, vol 38 n°4, pp. 581-592.
- Raghavendra S., Duvvury N., Ashe S. (2017). The Macroeconomic Loss Due to Violence Against Women: The Case of Vietnam, *Feminist Economics*, PP. 1-28. DOI: 10.1080/13545701.2017.1330546.
- Rahman S. (2010). Women's labour contribution to productivity and efficiency in agriculture: empirical evidence from Bangladesh. *Journal of Agricultural Economics*, vol 61 n°2, pp. 318-342.
- Robb A., Robinson D. (2014). The capital structure decisions of new firms. *Review of Financial Studies*, vol 27, pp.153-179. doi:10.1093/rfs/hhs072.
- Roelen K. (2017). Shame, poverty and social protection (IDS Working Paper n° 489). *Brighton, UK: Institute of Development Studies.*
- Schumpeter J. A. (1911). *The Theory of Economic Development*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- St-Hilaire C., (1996), La production d'un sujet femme adapté au développement. Le cas de la recherche féminine aux Philippines. *Anthropologie et Société*, vol 20, n°1, PP.81-102.
- Suri T., Jack. W. (2016). The Long-run Poverty and Gender Impacts of Mobile Money. *Science* vol 354 n°6317, pp. 1288-1292.
- Thapa S. (2008). Gender differentials in agricultural productivity: evidence from Nepalese household data. *MPRA (Munich Personal RePEc Archive) Paper 13722* (consultable à l'adresse suivante: <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/13722/>).
- Tjouen A.-F. (2012). La condition de la femme en droit Camerounais de la famille. *Revue internationale de droit comparé*, vol 64, n°01, pp 137-167.
- Uchenna N. M., Ugwuoke C. O., Chizoma N. V. & Akwara A F (2020): Boko Haram Terrorism and Human Security in Nigeria: Matters Arising, *Journal of Aggression, Maltreatment & Trauma*, PP. 1-22, DOI: 10.1080/10926771.2019.1710637.

Valli E., Peterman A., Hidrobo M. (2019). Economic Transfers and Social Cohesion in a Refugee-Hosting Setting. *The Journal of Development Studies*, Vol.55, n°S1, pp. 128-146, <https://doi.org/10.1080/00220388.2019.1687879>.

Williamson O.E. (1975). *Markets and hierarchies, analysis and antitrust implications*. The Free Press, New-York.

Williamson O.E. (1985). Reflection on the new institutional economics. *Journal of institutional and theoretical economics*, vol 141, n°1, pp.187-195.